

## COMMUNIQUE

Ce lundi 1<sup>er</sup> juillet 2019 devait se tenir la seconde convocation du CTL.  
M VALES étant absent en raison d'une réunion au Conseil Départemental, le DRH,  
M Gaullier, a dirigé les échanges au nom de la Direction.

L'intersyndicale a décidé de s'y rendre avec le personnel :  
une cinquantaine d'agent.es issue de différents sites (Montereau, Fontainebleau,  
Nemours, Provins,....) ont envahi le CTL.



Les représentant.es du personnel ont rappelé le rejet du projet de « géographie revisitée » qui constitue le démantèlement de la DGFIP et un recul du service public, sans oublier les conséquences dramatiques pour l'ensemble des personnels. Ils ont demandé de ce fait son retrait.

Les OS ont été appuyées par les différentes interventions des agent.es présent.es. Les collègues ont soulevé leurs inquiétudes par rapport à leur devenir professionnel et géographique. Ils ont également fait état des conséquences sur leur vie personnelle, en matière de transport, de pouvoir d'achat (par exemple : frais de déplacement), de changement de mission etc ...

La Direction se veut rassurante, précisant qu'il ne s'agit que d'un projet, que c'est ouvert à la concertation, dans sa mise en œuvre notamment.

Aucune réponse concrète n'a été apportée au regard des inquiétudes évoquées par les agent.es et les représentant.es du personnel.

Pour les organisations syndicales, ce dialogue s'engagerait dans un cadre restreint, sachant que les marges de manœuvre dont celles du DDFIP, seront très limitées (cadrage fixé par Bercy).

Cette action a permis de démontrer la mobilisation des agent.es face à la Direction. Elle ne constitue qu'un point d'étape, qui devra être poursuivie dès la rentrée pour obtenir le retrait du plan Darmanin.

**Les organisations syndicales demeurent mobilisées tout l'été.**

- Un communiqué de presse a d'ores et déjà été réalisé
- La pétition intersyndicale pour le retrait du projet de « géographie revisitée » circule dans les services, continuons à la faire signer massivement !
- Une adresse aux élus locaux sera effectuée.

**Toutes et tous ensemble, retrouvons-nous à la rentrée pour se mobiliser contre cette réforme !**